

MOBILISATION POUR LE PROGRÈS D'HAÏTI (MPH)

NOTRE VISION DE L'ECONOMIE



Ni l'État ni le gouvernement qui le personnifie, ne sont des fins en soi. Ils constituent uniquement des moyens, des outils grâce auxquels, les hommes, les femmes d'un pays poursuivent leur quête de leur propre épanouissement. Ainsi le comprend bien le MPH et c'est à travers cette compréhension que sera déterminée notre politique économique à partir de l'échéance du 7 février 1986.

Il est un lieu commun qu'une communauté nationale doit, autant que possible, se suffire à elle-même. La société archaïque des premiers temps pratiquait une économie totalement fermée. Plus tard, par suite du développement des rapports entre les Etats, les communautés ne pouvaient plus se replier totalement sur elles-mêmes et la compétition va prendre la forme du mercantilisme que l'on peut résumer ainsi : produire le plus possible, vendre le plus possible à l'extérieur et y acheter le moins possible de manière à accumuler du capital. C'est ce capital accumulé puis sans cesse réinvesti qui a permis le passage à l'ère industrielle, contribuant à entretenir le développement.-

Aujourd'hui, on est à l'ère de la mondialisation, le mercantilisme en tant que système économique est certainement dépassé. Mais les principes de base sur lesquels ils étaient fondés sont toujours d'actualité, dans la mesure où, en dépit de l'émergence d'une solidarité entre les blocs des pays limitrophes, la compétition entre les Etats ne s'est pas encore éteinte et ne s'éteindra pas de sitôt.-

Dans le cas d'Haïti qui est notre première préoccupation, la situation se caractérise par une dépendance outrancière à tous les niveaux qui colore en rouge tous les indicateurs économiques. Jamais, le MPH en est pleinement conscient, notre position ne s'est autant distinguée par des signes négatifs. C'est un défi à relever que de redonner à notre économie un nouveau souffle lui permettant de soutenir les efforts vers la modernisation de l'Etat.

Dans leur analyse de la conjoncture, les techniciens du MPH ont, cependant, veillé à ne pas tomber dans les pièges du « modèle unique ». On veut ainsi entendre la tendance, malheureusement trop courante, de vouloir imposer l'expérience des pays occupant le peloton de tête de l'économie mondiale. Si aujourd'hui, on constate encore un développement inégal, il est du tant à faire des différences matérielles (géographie, climat) que

culturelles. Il n'est pas inutile de rappeler ici l'échec retentissant du « grand bon en avant » des années cinquante quand la Chine de Mao voulait se lancer dans une imitation trop linéaire du grand frère soviétique.

La situation est tellement « gravement grave » que nous ne pouvons plus nous permettre aucun faux pas. Les spécialistes du MPH ont déterminé que c'est une politique de production et de production à outrance qui doit donner le signal du démarrage de l'économie haïtienne.

Oui ! Mais, production dans quels domaines ? Deux secteurs ont retenu notre attention comme nous l'avons présenté dans notre « Philosophie Politique » et accentué dans notre Programme de base. Ce démarrage se fera grâce à l'agriculture et le tourisme. Les événements que certains politiciens ont provoqué chez nous durant ces quatre dernières décennies ont gravement détérioré l'image du pays à l'extérieur et déterminé tantôt la fuite, tantôt la réticence des capitaux d'investissement et encore entraîné le classement de notre pays dans la frange des places à haut risque. Nous devons donc, dans un premier temps, compter sur nous-mêmes. Politique à poursuivre d'ailleurs le plus longtemps possible car, il surviendra peut-être une certaine antinomie entre les exigences de l'ajustement structurel et la politique économique nationale.

L'activité agricole présente le triple avantage de pouvoir compter sur l'expérience d'un large secteur de la population, expérience qu'il faut sans nul doute améliorer et coupler avec la technologie moderne; en plus de bénéficier des dispositions particulières de nos sols et de notre climat, afin de contribuer à brève échéance à la réduction de notre dépendance extérieure et l'amélioration des conditions de vie de la population. Quand on sait que plus de 40% du revenu national est consacré au bordereau alimentaire, on ne peut imaginer les retombées bénéfiques de tout effort sérieux dans ce secteur, non seulement en termes de consommation mais de plus d'économies, d'accumulation de réserves de premier pas vers la réduction de la pression sur notre monnaie. Poursuivi avec ténacité et méthode, l'effort alimentaire permettra de dépasser dans de brefs délais, pour certains articles, le niveau de suffisance interne et même dégager des excédents pour l'exportation, constituant encore un facteur de réserve et d'accumulation.

L'industrie touristique demeure certes, beaucoup plus pénible à la perception extérieure. Elle exige, en outre, des investissements plus substantiels au départ, en termes d'aménagement de structures d'accueils, de voies d'accès, d'hôtels de niveau international, de sécurité générale. Mais une fois la confiance revenue, les investissements viendront de surcroît grâce à la magie de nos sites touristiques et ce secteur commencera à rapporter au pays en devises fortes.

Il s'agit là, bien entendu, de choix initiaux qui ne devront en rien préjudicier sur les objectifs de diversification à moyen terme sur tous les autres secteurs rentables. L'agro-industrie est le corollaire naturel immédiat de toute politique de développement agricole ; la sous-traitance sera aussi un appoint à ne pas négliger dans des conditions de contrôle efficace. Ainsi, intégrant progressivement et efficacement les marchés régionaux, l'économie haïtienne verra se dégager devant elle de nouvelles pistes grâce auxquelles elle se renforcera et

accédera à ce dynamisme indispensable au développement durable, au progrès continu et au modernisme que le Parti Mobilisation pour le Progrès d'Haïti promet à tous.

Le Directoire Exécutif du MPH.